

Déclaration LCR-PCL et Appel à manifester à Paris le 29 juillet

Halte à l'agression israélienne, soutien à la résistance

vendredi 18 août 2006, par [LCR \(France\)](#), [Mouvements français](#), [PCL](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juillet 2006).

Déclaration commune de la LCR et du PCL (section France)

L'État d'Israël a engagé une agression de grande envergure contre le Liban. On dénombre déjà des centaines de morts et des milliers de blessés, tandis que l'infrastructure du pays se trouve complètement anéantie.

La communauté internationale (notamment le Conseil de sécurité, les Etats-Unis et l'Union européenne) justifie cette agression barbare en vertu d'un droit de « légitime défense » d'Israël. Des délégations internationales se succèdent même à Beyrouth pour tenter d'imposer au gouvernement libanais, outre la libération des soldats israéliens capturés par la résistance libanaise, le déploiement d'une force militaire internationale au sud du Liban et l'application de la résolution 1559 du Conseil de sécurité.

Or, que préconise la résolution 1559 ? Elle exige le désarmement de toutes les « milices libanaises » (terme dont on baptise les mouvements de résistance libanais), le désarmement de toutes les organisations palestiniennes au Liban et le déploiement de l'armée libanaise officielle dans le sud du pays. Ce que ce texte, en revanche, ne mentionne pas, ce sont les fermes de Chebaa et les collines de Kfarchouba toujours occupées par Israël, les détenus libanais dans les prisons israéliennes (dont Samir Quntar emprisonné depuis 28 ans), ou le droit de retour des réfugiés palestiniens (droit pourtant garanti par les résolutions 194 et 242 des Nations unies).

En conditionnant tout cessez-le-feu à l'application de la résolution 1559, les dirigeants israéliens, l'administration américaine et les principaux gouvernements de l'Union européenne révèlent l'objectif véritable de l'agression en cours contre le Liban. Ils veulent imposer l'arrêt définitif de toute forme de résistance face à Israël, forcer le peuple libanais à renoncer aux territoires qu'Israël occupe toujours, faire oublier les détenus dans les prisons israéliennes

C'est dans ce cadre que se dessine le projet de déploiement d'une force militaire internationale, sur une bande de 30 kilomètres environ, à l'intérieur des territoires libanais uniquement ! Cette force serait en réalité une « armée » internationale dont les véritables objectifs ne seraient pas de faire cesser l'offensive israélienne, mais d'éliminer la capacité de riposte de la résistance libanaise face aux agressions israéliennes en mettant le nord d'Israël hors de portée des roquettes du Hezbollah, ce dernier devant être désarmé une fois les contingents internationaux déployés sur le terrain.

La Ligue Communiste Révolutionnaire et le Parti Communiste Libanais (Section France) exigent un arrêt immédiat de l'invasion terrestre israélienne et un arrêt des bombardements sur les populations libanaises. Ils exigent l'arrêt immédiat des bombardements et des agressions israéliennes contre le peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie. Ils réclament une médiation internationale permettant l'échange des prisonniers. Ils réaffirment que seul le respect du droit des peuples de la région à déterminer librement leur destin est la condition d'une paix durable dans la région. Ils se

prononcent ainsi pour le retrait de l'armée israélienne de la totalité des territoires occupés en 1967 et le démantèlement de toutes les colonies établies sur le territoire palestinien, l'évacuation des fermes de Chebaa et des collines de Kfarchouba, des négociations incluant le partage de Jérusalem, la libération de tous les prisonniers, le droit au retour des réfugiés. Ils refusent tout déploiement d'une force internationale, dans les conditions déjà citées, et ils affirment leur refus de l'application par la force de la résolution 1559.

Ligue Communiste Révolutionnaire
Parti Communiste Libanais (Section France)

Manifestation à Paris, le 29 juillet à 15 heures, de la place de la République à Château Rouge.

Solidarité avec les peuples Palestinien et Libanais.

Arrêt immédiat des bombardements

Solidarité avec les peuples Palestinien et Libanais

Médiation internationale pour l'échange des prisonniers

Non à l'alignement de la France sur la politique américaine

Respect et application des droits nationaux du peuple Palestinien

Premiers signataires : Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association de Jumelage Palestine France (AJPF), Campagne Civile Internationale de Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP), Union des Etudiants Palestiniens (GUPS), Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Femmes en Noir, Sud PTT, Union Syndicale Solidaires, Les Verts, Mouvement de la Paix, Parti Communiste Français, Collectif Paix Palestine Israël (Saint Denis), Ligue Communiste Révolutionnaire, MRAP, Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF), Coordination des groupes Femmes Egalité, Droit Solidarité, Americans Against War (AAW), Collectif des Musulmans de France (CMF), Agir Contre la Guerre (ACG), Centre Malcolm X, Liban-Palestine Solidarité, Indigènes de la République, Mouvement Immigration Banlieues (MIB Alghadir, ATMF, ATF, collectif des associations franco- libanaises, CCIPPP, CEDETIM, CMF, Collectif du 18 octobre - Tunisie, FPCR, Indigènes de la République, MIB, Parti Communiste Libanais - France, UTIT, Solidarité tunisienne, Comité des familles Maghreb - Afrique pour survivre au Sida, Centre Malcom X,...